

Compétitivité des Petites et Moyennes Entreprises du Burkina Faso à l'aune de la crise sécuritaire

Competitiveness of Small and Medium Enterprises of Burkina Faso in the light of the security crisis

KABORE Ephraïme Magloire

Doctorant

Université Aube Nouvelle

Centre de Recherche et d'Études en Management (CREM)

Burkina Faso

Date de soumission : 09/01/2025

Date d'acceptation : 25/01/2025

Pour citer cet article :

KABORE. E. M. (2025) «Compétitivité des Petites et Moyennes Entreprises du Burkina Faso à l'aune de la crise sécuritaire», Revue Internationale des Sciences de Gestion « Volume 8 : Numéro 1 » pp : 582 - 601

Résumé

Cet article s'intéresse aux Petites et Moyennes Entreprises (PME) dans un pays en fragilité et en crise comme le Burkina Faso qui traverse depuis une décennie une crise sécuritaire due aux attaques terroristes entravant la compétitivité de ces entreprises. L'objectif de cette étude est d'identifier une approche de résilience qui pourrait améliorer la compétitivité de ces PME face à la crise sécuritaire.

La méthodologie utilisée est une approche qualitative qui consiste à mener des entretiens auprès de cinq PME burkinabè à partir d'un guide d'entretien et analysé à partir du logiciel NVIVO 11. De ces entretiens ressortent quatre constats majeurs qui freinent la compétitivité en ces temps de crise que sont, tout d'abord la difficulté d'accès au financement en raison des zones à fort risque d'insécurité de certaines PME ainsi que les conditions et coûts inaccessibles, ensuite la faible gouvernance des PME souvent informelle, par ailleurs l'insuffisance de compétences techniques et enfin un faible réseautage des PME.

Après analyse des résultats, l'étude propose un modèle de résilience qui favorisera la résilience et la compétitivité des PME du Burkina Faso, dénommée « CAPINNOV-VENTURE ».

Mots clés : Compétitivité ; Résilience ; PME ; Crise sécuritaire ; Burkina Faso.

Abstract

This paper focuses on Small and Medium Enterprises (SMEs) in a country in fragility and crisis like Burkina Faso which has been going through a security crisis for a decade due to terrorist attacks hindering the competitiveness of these companies. The objective of this study is to identify a resilience approach that could improve the competitiveness of these SMEs in the face of the security crisis.

The methodology used is a qualitative approach which consists of conducting interviews with five Burkinabe SMEs using an interview guide and analyzing using NVIVO 11 software.

From these interviews four major findings emerge which are hampering competitiveness in these times of crisis, which are, first of all, the difficulty of access to financing due to areas at high risk of insecurity for certain SMEs as well as inaccessible conditions and costs, then the weak governance of SMEs, often informal, also the lack of technical skills and finally weak networking of SMEs.

After analyzing the results, the study proposes a resilience model that will promote the resilience and competitiveness of SMEs in Burkina Faso, called "CAPINNOV-VENTURE".

Keywords : Competitiveness ; SMEs ; Security crisis ; Burkina Faso

Introduction

Depuis 2015, le Burkina Faso est confronté à une crise sécuritaire aux conséquences multiples. Elle a causé plusieurs pertes en vies humaines, d'énormes dégâts matériels et provoqué des déplacements massifs de populations. Ces mouvements importants de populations augmentent leur niveau de vulnérabilité notamment au regard des pertes d'emplois, de récoltes, de terres arables et de bétail qui en résultent.

Cette étude considère les Petites et Moyennes Entreprises (PME) du Burkina Faso qui font face à un défi sécuritaire. La Nation en effet traverse depuis une décennie une crise sécuritaire affectant également les PME qui se trouvent confrontées à d'énormes difficultés de survie, si bien que plusieurs PME ferment. Les contraintes au développement de ces entreprises sont multiples et multiformes limitant ainsi la compétitivité de celles-ci. Dans une circonstance de fragilité, ces PME ont besoin de renforcer leur capacité de résilience afin d'améliorer leur compétitivité pour faire face à cette crise multiforme que traverse le Burkina Faso.

La théorie qui fonde cette recherche est celle de Sharples & Milham (1990) qui pensent que la compétitivité est la capacité pour l'organisation de répondre présente en temps et lieu avec des produits et services de qualité et de bons prix tant au plan national qu'international.

De ce constat découle la question de recherche suivante « Comment améliorer la compétitivité des PME du Burkina Faso à l'aune de la crise sécuritaire ? »

L'objectif de cette étude est d'identifier un modèle de résilience qui pourrait améliorer la compétitivité de ces PME face à la situation de fragilité du pays causée par la crise sécuritaire. Pour y parvenir, l'approche méthodologique adoptée est une analyse qualitative de données issues d'un entretien avec cinq dirigeants de PME situés dans différentes régions du Burkina Faso à fort défi sécuritaire. Le logiciel Nvivo a été utilisé pour le traitement et l'analyse des données.

Notre étude est constituée de quatre points dont le premier, porte sur la revue de littérature, le deuxième sur la méthodologie qui comprendra la problématique, le troisième sur les résultats de la recherche portant sur l'amélioration de la compétitivité des PME, le quatrième point sur la discussion des résultats, et enfin la conclusion.

1. Revue de littérature

Les petites et moyennes entreprises (PME) qui évoluent dans des Etats faisant face à une crise sécuritaire sont constamment confrontées à un manque de stabilité et à un environnement

interne et externe défavorable au climat des affaires. Ces PME en particulier sont confrontées à des difficultés d'accès aux ressources et de débouchés qui inhibe leurs opérations (Peschka 2010). Depuis 2020, une série de chocs sur l'économie mondiale a eu un impact significatif sur les PME, ainsi que sur leur accès au financement. Au plan international plus récemment, d'importantes pressions inflationnistes ont conduit à un durcissement des conditions de prêt, limitant les flux de financement vers les PME et agissant comme un obstacle à l'investissement dans plusieurs États du monde (OCDE, 2024). En raison des crises, une forte hausse du coût de financement des PME est constatée en 2022, ainsi qu'une baisse significative des prêts aux PME. L'on note également la baisse en cette même année des financements en fonds propres.

Au Burkina Faso, les PME représentent plus de 90 % du tissu économique des entreprises burkinabè et contribuent entre 35 % et 40 % au PIB (INSD, 2018). Il est de plus en plus reconnu que le secteur privé, et plus particulièrement les PME, peuvent jouer un rôle déterminant dans les situations de fragilité et de conflit (Assaf et al. 2021).

Situé au cœur de l'Afrique de l'Ouest, le Burkina Faso est un pays enclavé d'une superficie de 274 200 km² où l'activité économique repose principalement sur l'agriculture et compte une population estimée à 20 505 155 habitants dont 51,7% de femmes contre 48,3% d'hommes selon la Population Générale et Recensement de l'Habitat (RGPH,2019). Cette population est à forte dominance jeune (34,12%).

Depuis 2015 ce pays connaît des attaques terroristes qui menacent son économie. En effet, l'impact de la crise sécuritaire s'est fait sentir à tous les niveaux des secteurs de l'économie du Burkina Faso à travers la détérioration du niveau des indicateurs de santé, d'éducation, de protection sociale ainsi que du niveau de vie des populations d'accueil touchés par la crise et le climat des affaires. La Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso (2020) a mené une enquête auprès des entreprises pendant la crise sanitaire couplée à la crise sécuritaire et au terme de l'analyse des données, il ressort principalement que le climat des affaires s'est encore détérioré au premier semestre 2020 par rapport aux trois derniers semestres tandis que le terrorisme a reculé sur la même période. Tous les secteurs ont connu un ralentissement de leurs activités. Toutefois, le secteur du commerce a été le plus durement touché. le niveau de l'emploi et des investissements n'a pas connu de changement majeur dans l'industrie par rapport au second semestre 2019, tandis que le secteur des services et du commerce connaît une contraction de ces indicateurs chez la majorité des chefs d'entreprise. Les baisses du chiffre d'affaires et des niveaux de trésorerie ont eu moins d'impact dans le secteur industriel que dans

les services et le commerce. 94% des chefs d'entreprise déclarent une baisse drastique, voire un arrêt complet de leurs activités d'importation. Tous les secteurs d'activité sont confrontés de la même manière à des difficultés d'importation et d'exportation de biens et de services.

Comme dans tous les États du monde, et particulièrement dans les États fragiles, l'accès au financement reste précaire pour les PME, cela se présente comme une contrainte majeure dans la compétitivité des PME (Pietro, 2023).

Les crises, qu'elles soient sanitaires, politiques, institutionnelles ou de guerres asymétriques comme le terrorisme vécues dans plusieurs pays du monde dont le Burkina Faso et plusieurs de ses voisins du Sahel, ont changé la vie et les habitudes des populations, des entreprises, des institutions financières et des États touchés par ces crises.

Barajas et al. (2021) notent que dans les pays en conflit, le niveau de développement est faible avec une partie de la population exclue du système financier. Leurs études montrent que la fragilité ne favorise pas l'inclusion financière, et donc de trouver des moyens endogènes d'inclusion afin de promouvoir le développement.

La crise du COVID-19 a affaibli davantage de pays, entraînant l'adoption de plusieurs réformes. Ces réformes ont obligé les entreprises à changer de stratégie, à faire preuve de résilience pour rebondir et sortir de la crise. Cette résilience démontrée à maintes reprises rencontre malheureusement des limites car la vie d'une entreprise ne dépend pas seulement de sa partie interne mais concerne également une partie externe que sont les clients, les fournisseurs, les partenaires financiers qui semblent occuper une large place dans la réalisation de la compétitivité de ces PME.

En temps de paix, les PME notent l'accès difficile au financement auprès des institutions financières, en raison des exigences de garantie élevées et des taux d'intérêt élevés. Selon une étude réalisée par Lifshitz-Assaf (2020) qui notent encore que les principaux problèmes qui freinent la compétitivité des PME sont d'ordre financier. D'une part, il y a l'absence de fonds de roulement et, d'autre part, l'insuffisance de fonds propres.

le manque d'accès au financement constitue un obstacle majeur à la compétitivité des PME. Parmi les raisons figurent le coût plus élevé du service aux PME, les asymétries d'information, ou l'absence de données traditionnelles utilisées par les banques pour évaluer la solvabilité, le manque de garanties et des exigences onéreuses en matière de documentation.

Pour Demirgiic-Kunt (2014), dans sa recherche des facteurs contribuant aux difficultés de financement des PME, a attribué certaines des causes au type d'infrastructure de prêt des pays et pour Brealey et al., (2014) de dire que le financement par la dette doit être repensé du fait de

sa perception du haut risque des PME, du portefeuille de ces PME relativement restreint et les coûts de transaction élevés. Cela affecte l'évaluation de crédit à allouer aux PME par les Banque. Pour ces auteurs, un modèle financement adapté à chaque économie, à chaque PME devrait être exploré.

Pour l'OCDE (2015) Le prêt bancaire est la source de financement externe la plus courante pour de nombreuses PME et entrepreneurs, mais s'est avéré difficile pour les entreprises plus récentes, innovantes et à croissance rapide, ainsi que pour celles qui entreprennent des transitions importantes dans leurs activités ou cherchent à réduire leur effet de levier et à améliorer leur capital structures.

Les PME des pays voisins sont toutes autant confrontées au défi de la compétitivité des PME au reste du monde. Au Togo, selon Keglo & Kotoklo (2023) les facteurs susceptibles de freiner la compétitivité des PME sont l'absence de mécanisme de financement, le coût élevé de la formation du personnel à l'innovation, le manque de moyens financiers extérieurs à l'entreprise et l'absence de soutien de l'État. Pour ces auteurs l'Etat devrait soutenir le financement de l'innovation des PME afin de renforcer non seulement la compétitivité des PME mais aussi leur rôle dans le tissu économique du pays. Au Ghana, selon Biekpa (2005), Les PME ghanéennes n'ont pas non plus le luxe de choisir un système de financement adapté à leur entreprise. Le principal type de financement qui s'offre à elles est le financement par emprunt auprès des institutions financières, qui s'accompagne le plus souvent d'une longue liste d'exigences auxquelles la plupart des PME ont du mal à répondre. Cela est un véritable frein pour les PME à répondre au marché.

Si pour ces auteurs, la question du financement est essentielle pour les PME de leurs Etats, pour certains, les services non-financiers sont plus importants, c'est le cas pour Zeamari & Ougdou (2015), qui pensent que la compétitivité d'une PME n'est pas seulement en relation avec le financement accessible mais aussi avec son capital humain et la qualité des services et produits qu'elle offre sur le marché, lui permettant de financer ses besoins en investissement et exploitation, d'étendre son activité, de développer de nouveaux produits et investir dans de nouveaux sites de production. Pour ces auteurs, l'innovation est la clé de voûte conduisant à la compétitivité.

Dans cette même pensée, Lakhani (2017), stipule que le renforcement des capacités de gestion, l'amélioration de la productivité et l'innovation de l'entreprise sont les facteurs clés de compétitivité des PME.

Dans le même sens, Raymond (2017) place la recherche et développement (R&D) comme le principal déterminant de l'innovation à adopter par les PME afin d'être compétitive.

L'innovation selon Gowland (1991) peut se définir comme l'introduction d'un nouveau produit sur le marché ou la production d'un produit existant, mais d'une nouvelle manière. Cette définition peut s'appliquer aux institutions financières comme aux PME. Pour l'OCDE (2005) la compétitivité repose sur l'innovation. Et cette innovation est définie comme étant le processus qui mène de l'idée d'un nouveau produit ou procédé à sa commercialisation réussie. Elle distingue quatre catégories d'innovation : (i) l'innovation de produit qui concerne la conception d'un bien matériel, d'un équipement, d'une instrumentation, de fournitures, de produits ou d'un service, nouveau ou technologiquement amélioré ; (ii) l'innovation de processus qui concerne les processus de production ou de distribution du bien ou du service ; (iii) l'innovation organisationnelle, qui fait référence aux changements organisationnels dans la production de biens ou de services, ainsi qu'aux comportements innovants ; et enfin (iv) l'innovation de marché, qui concerne la pénétration de nouveaux marchés ainsi que l'évolution des relations que l'entreprise entretient avec son environnement.

Pour ces auteurs, pour quelle que soit la crise, d'ordre sécuritaire et social d'ordre climatique (Rydstrom, 2020), d'ordre migratoire (Gammeltoft-Hansen & Tan, 2016), provenant d'une catastrophe naturelle, Rosamond et al (2022), il est important pour les PME et les institutions qui les accompagne de se réinventer. L'innovation devrait être la réponse qui mènera à la résilience.

2. Méthodologie

La crise sécuritaire que connaît le Burkina Faso depuis une décennie entraîne un impact considérablement négatif sur les économies des pays en général et sur les PME en particulier. Les PME ont traversé plusieurs crises en des saisons très rapprochées à savoir la crise insurrectionnelle au Burkina Faso en 2014, la crise terroriste qui sévit jusqu'ici dont nous espérons la fin maintenant, la crise Covid-19 dans le monde. Ces PME dans un tel contexte de crises multiformes ont besoin d'un système résilient pour améliorer leur compétitivité et s'ouvrir au reste du monde avec des produits et services prisés du marché. Mais force est de constater que ces PME observe des redressements, des fermetures d'exploitation, des réductions de rendement. Les implications de la crise touchent en amont les clients des PME dont le pouvoir d'achat a baissé et les charges augmentées.

Ce constat, n'est ni à l'avantage des PME ni aux institutions d'appui aux PME qui rencontrent des difficultés de recouvrement des créances allouées aux PME.

Si le système n'est pas repensé, cette crise sécuritaire aurait raison des PME et viendrait à bout des institutions de financement des PME. Aucun gagnant, tous perdant.

Il est donc d'une impérieuse nécessité de conduire les PME à l'amélioration de leur compétitivité.

Notre recherche fonde sa théorie sur celle de Sharples & Milham (1990) qui stipulent que la compétitivité est la capacité de fournir des biens et services au temps, place et forme requise par les acheteurs étrangers à prix égal ou meilleur que celui des autres fournisseurs potentiels tout en gagnant au moins le coût d'opportunité des ressources employées.

A la lumière de cette théorie et du constat fait sur les PME face à situation sécuritaire, la question principale de cette recherche est « comment améliorer la compétitivité des PME du Burkina Faso à l'aune de la crise sécuritaire ? ».

Notre recherche se fondera sur deux questions spécifiques que sont :

- Quels sont les facteurs de compétitivité des PME au Burkina face à la crise ?
- Quel système de résilience adopter pour améliorer ces facteurs de compétitivité des PME ?

2.1. Choix d'une méthode qualitative

La présente recherche vise à identifier un modèle de résilience qui pourrait améliorer la compétitivité de ces PME face à la situation de fragilité du pays causée par la crise.

Dans le but de connaître les facteurs de compétitivité et du système de résilience à adopter, notre recherche a opté pour une approche qualitative de type exploratoire fondée sur la méthodologie phénoménologique interprétative qui met davantage d'emphase sur l'aspect dynamique du processus de recherche (Smith & Osborn, 2003). Cette approche qualitative s'appuie sur des entretiens semi-directifs de dirigeants de PME et fondée sur le principe de la saturation théorique. Le principe de saturation, observé empiriquement, suppose que la taille optimale d'un échantillon est celle qui permet d'atteindre l'épuisement de la question.

2.2. Echantillonnage et méthode d'analyse

L'étude sur l'amélioration de la compétitivité des PME en situation de crise est réalisée sur un échantillon cinq (05) PME représentatives de la diversité du tissu économique des PME burkinabè, choisis tenant compte de leur siège d'activité, et de l'impact de la crise sécuritaire.

Ainsi, le profil de ces PME, synthétisé dans la figure N°1 est le suivant :

Ces cinq PME sont toutes du domaine de l'agro-alimentaire, car le Burkina Faso est réputé être un pays aux potentialités agricoles et de transformation.

- une PME dans la région du centre nord (zone fortement impactée par la crise sécuritaire) dirigée par une femme qui intervient dans le domaine de la transformation de la volaille et dispose de plus de 05 ans d'expérience ;
- une PME dans le sahel (zone fortement impactée par la crise sécuritaire) dirigée par une femme qui intervient dans le domaine de la transformation du lait ainsi que de l'élevage, elle dispose de plus 05 ans d'expérience ;
- une PME dans la région des hauts bassins, dirigée par un homme et intervient dans la production, transformation et commercialisation du riz, depuis plus de 10 années ;
- une PME dans la région du centre, dirigé par un homme et intervient dans la transformation et commercialisation de mangues séchées pendant plus de 05 années ;
- une PME dans la région du centre-Sud, dirigée par une femme et intervient dans la production d'huile à base de graine de coton, depuis plus de 10 années.

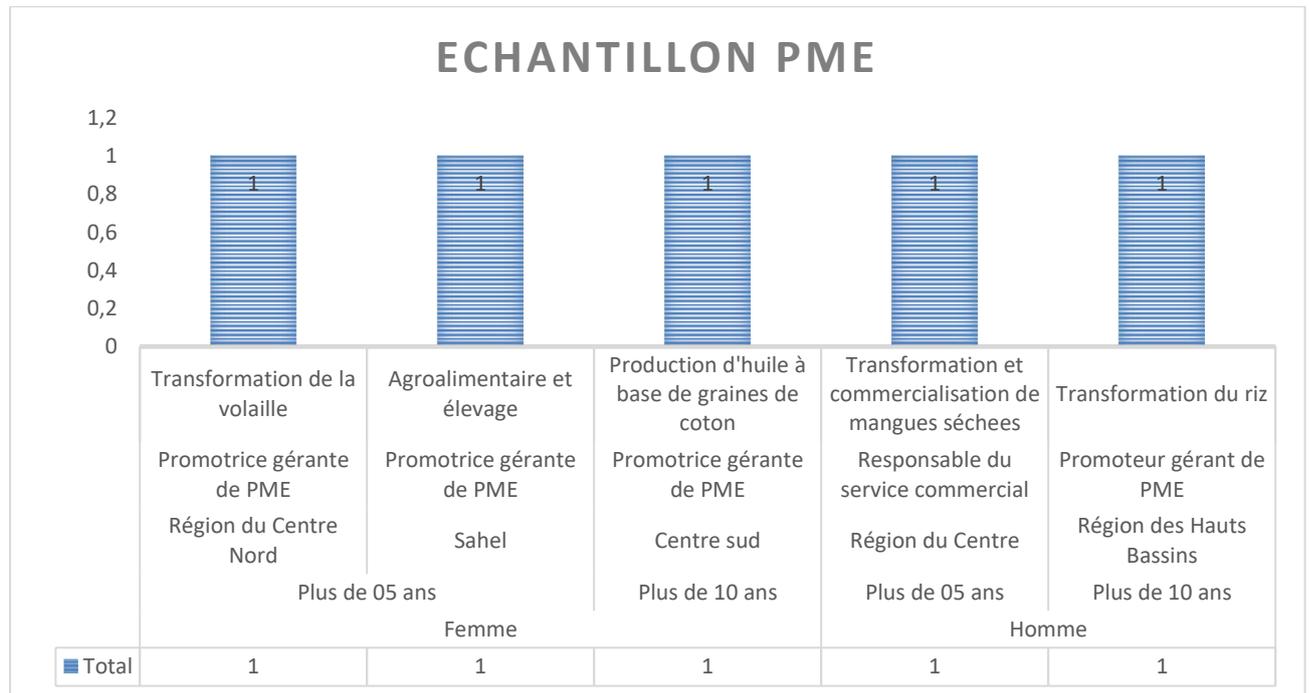
Pour parvenir aux résultats, nous avons tout d'abord procédé à la collecte des données auprès des PME à travers l'observation suivie de la conception d'un guide d'entretien. L'observation nous a permis d'avoir une compréhension plus raffinée des PME, de la compétitivité et de l'impact de la crise sur leurs activités et d'arrêter des thèmes précis pour l'étude. A l'aide du guide d'entretien élaboré, nous avons collecté les données par le moyen d'un interview

Le guide d'entretien a été conçu comportant trois sections à savoir une partie sur les facteurs de compétitivité des PME, une partie sur le besoin des PME en matière de financement et de service non financier, et une partie sur un système à suivre par les institutions d'appui aux PME dont elles pensent améliorer leur compétitivité. A l'aide d'un magnétophone, l'entretien a été enregistré et les données recueillies.

Ensuite nous avons procédé au traitement des données qui ont été retranscrites sur le logiciel Word, et dont la validité a été vérifiée.

Enfin, nous avons mené l'analyse de ces données en les transférant du fichier Word au logiciel Nvivo 11 qui est un logiciel approprié pour l'analyse des données qualitatives. Nous avons par la suite, procédé à l'exportation du contenu des nœuds de Nvivo vers Word ce qui nous a permis de faire la synthèse des réponses pour aboutir au résultat.

Figure N°1 : graphique de l'échantillonnage



Source : travaux de nos études réalisés par l'auteur

3. Résultats

3.1. Résultats Inter-cas

Dans le sens des questions relatives aux facteurs de compétitivité des PME et au système de résilience à adopter pour l'améliorer la compétitivité, cinq (05) PME ont servi d'échantillon pour le recueil des données, lesquelles ont été traitées et analysées. Les résultats de cette recherche sont développés dans cette partie. En rappel, ces questions sont posées dans un contexte marqué par une crise sécuritaire, dans l'objectif d'améliorer la compétitivité. Les tableaux 1, 2, 3, 4 et 5 retracent les verbatims respectifs des PME 1, 2, 3, 4 et 5.

Tableau N°1 : Encadré de la PME 1

La PME 1, évoluant dans le domaine de la transformation de la volaille dans la région du centre nord où sévit l'insécurité pense que la compétitivité est liée à deux facteurs que sont :

- le financement comme premier facteur lié à la compétitivité des PME. Pour la PME, l'offre de financement proposé n'est pas adéquate et cela est une difficulté pour être compétitive *« les difficultés que nous rencontrons en tant que PME avec les institutions de financement, d'abord il faut dire que le taux d'intérêt pour les crédits que ces institutions-là nous accordent, nous estimons que c'est un peu élevé par rapport à nos situations en tant que petites entreprises. Et il y a également la question des garanties qui se posent, parce qu'en tant que petites entreprises, en tant qu'entreprises qui cherchent à grandir, ce n'est pas toujours évident pour nous de disposer des garanties demandées. »*
- le renforcement des capacités managériales et techniques des PME comme deuxième facteur.

Pour la PME, *« nous pensons que le financement ne constitue pas le seul moyen pour une entreprise d'être compétitive face au marché local et extérieur. Nous avons besoin d'un véritable accompagnement technique qui va nous renseigner sur plusieurs aspects, sur plusieurs domaines. Donc nous avons besoin de connaissances sur la gestion, comment être résilient pendant cette période de crise, comment il faut arriver à gérer son entreprise. »*

Pour améliorer ces facteurs dans le but d'améliorer la compétitivité des PME, la PME 1 propose aux institutions de financement d'innover dans les produits et modèles de financement tenant compte des caractéristiques des PME et un accompagnement à l'écoulement des produits pour inhiber l'effet induit des zones impactées par l'insécurité *« Avec l'avènement de la crise, nous pensons qu'il est nécessaire de revoir le financement de nos PME au niveau du Burkina. Par exemple, si vous prenez certaines zones qui sont aujourd'hui inaccessibles, lorsque vous avez une garantie, genre un immeuble qui est situé dans ces zones-là, pour demander un crédit, l'institution financière vous dit par exemple que c'est une zone inaccessible. Donc pour faire l'expertise immobilière, pour aller faire l'évaluation, il ne peut pas, et ça constitue un blocage pour le financement.*

Il y a le fait qu'avec cette situation sécuritaire, nous pensons que le taux d'intérêt que l'institution nous donnent sont quand même élevés par rapport à la situation, vu que les conditions d'approvisionnement dans certaines zones sont difficiles. Par exemple, nous qui sommes dans la Volaille, il y a plusieurs zones aujourd'hui qui sont rouges, où on ne peut plus avoir de la volaille locale et l'approvisionnement est devenu très difficile. Nous pensons que l'institution doit être proche des PME, aider à conquérir d'autres marchés. »

Source : travaux terrain réalisés par l'auteur

Tableau N°2 : Encadré de la PME 2

La PME 2, évoluant dans le domaine de l'agroalimentaire et l'élevage dans la région du sahel où sévit l'insécurité pense que la compétitivité est liée à un seul facteur, le financement.

« Je pense qu'il est nécessaire d'innover dans le crédit pour permettre d'alléger les PME et surtout les entreprises qui subissent beaucoup, beaucoup de difficultés à cause de cette crise sécuritaire. Il y a des villages aujourd'hui qui ne sont plus accessibles. Il y a des PME qui sont situés à Ouagadougou, mais qui ont besoin de la matière première dans des provinces qui ne sont pas sécurisées. Donc, c'est d'essayer de réinventer le financement et leur permettre d'avoir, par exemple, le financement, ne pas être physiquement disponible. Le financement actuellement n'est pas avantageux avec le délai de remboursement court de 2 ans, 3 ans maximum. Alors que quand on veut prendre un grand crédit avec les taux d'intérêt élevés, c'est souvent difficile, ce qui ne permet pas de faire de grands investissements. »

Pour améliorer ce facteur dans le but d'améliorer la compétitivité des PME, la PME 2 propose aux institutions de financement un modèle de financement de longue durée avec des conditions de garantie et de taux d'intérêt souples, tout en incluant le digital comme moyen de résilience à l'insécurité *« pour améliorer la compétitivité des PME, C'est de les accorder des crédits, à long terme, à des taux souples. Un crédit, par exemple, à long terme, c'est plus de 5 ans, à des taux de 5, 6, 7 % maximum, pas des taux de 12, 13%, comme nous voyons actuellement avec les institutions financières. Pour toucher les PME dans les zones rouges, C'est de peut-être travailler avec eux en ligne, de les répertorier, d'essayer de travailler avec eux en ligne, d'essayer de les faire confiance, les aider à se relever. »*

Source : travaux terrain réalisés par l'auteur

Tableau N°3 : Encadré de la PME 3

La PME 3, évoluant dans le domaine de la production d'huile à base de graine de coton dans la région du centre sud pense que la compétitivité est liée à deux facteurs que sont :

- le financement comme premier facteur lié à la compétitivité des PME.

Pour la PME, l'offre de financement proposé n'est pas adéquate et cela est une difficulté pour être compétitive et satisfaire à la demande locale *« les taux d'intérêt sont très élevés et finalement, c'est comme si on travaillait pour la banque, sans rentabilité à la fin de la campagne. On ne peut être compétitif avec ces taux. Pendant covid-19 j'ai travaillé avec un fonds national et Je trouve que ce n'est pas du tout la même chose. J'ai reçu 50 millions FCFA comme crédit Covid-19. C'était vraiment abordable à un taux de 3,5%. Depuis que je cela a vraiment relevé mon unité de production. »*

- La formation comme deuxième facteur.

Pour la PME, *« il y a l'accompagnement dans la formation technique. »*

Pour améliorer ces facteurs dans le but d'améliorer la compétitivité des PME, la PME 1 propose aux institutions d'appui aux PME des financement à taux bas suivi de formation comme fait lors de la crise COVID-19 *« Par exemple, chez nous, on travaille avec la graine du coton. Présentement, le terrorisme a fait qu'il y a beaucoup de producteur de coton déplacé hors de leur site de production. Mais par la grâce de Dieu, il y a beaucoup qui sont en train de retourner dans leurs champs. Si je me rappelle bien, le Burkina Faso était le premier, mais présentement, à cause du terrorisme, nous sommes troisièmes ou quatrièmes, si je ne me trompe pas. Si on pouvait baisser les taux d'intérêt et former les PME, nous serions davantage compétitives. »*

Source : travaux terrain réalisés par l'auteur

Tableau N°4 : Encadré de la PME 4

La PME 4, évoluant dans le domaine de la transformation et commercialisation de la mangue séchée dans la région du centre l'insécurité pense que la compétitivité est liée à un seul facteur qui est le financement. Pour la PME 4, il faut non seulement que la PME obtienne des financements pour ses opérations, mais il faut aussi que ses partenaires notamment les fournisseurs obtiennent des financements pour mettre sur le marché la matière première. Sans cette matière première, même si la PME obtient du financement, elle ne pourra pas faire preuve de compétitivité. *« Il faut vraiment un changement. Le changement pour les petites et moyennes entreprises. Il faut vraiment un changement. Il faut vraiment que ce soit flexible. Qu'on comprenne franchement ce que les entreprises veulent, les financiers doivent mieux connaître les secteurs dans lesquels évoluent les PME Et qu'on essaie de les accompagner pour qu'ils soient résilients. Parce que nous prononçons le mot résilience, mais franchement il faut qu'on mette la capacité sur ça pour que les entreprises puissent être résilientes. Parce que la résilience, il ne faut pas simplement le prononcer à chaque fois. Il faut la vivre. Mais il faut franchement qu'on puisse financer les petites et moyennes entreprises pour qu'elles puissent être résilientes face aux terroristes et cela passe par la révision des conditions de financement comme le taux, la garantie et la période de remboursement. Aussi, il faut financer nos partenaires dans la chaîne de valeur afin d'obtenir la matière première. »*

Pour améliorer ce facteur dans le but d'améliorer la compétitivité des PME, la PME 4 propose aux institutions d'appui aux PME, l'octroi de financement à des taux réduits, avec des délais de remboursement supérieur ou égal à 05 années et que la seule garantie soit le projet. Que ce financement tienne compte des acteurs de la chaîne de valeur

Source : travaux terrain réalisés par l'auteur

Tableau N°5 : Encadré de la PME 5

La PME 5, évoluant dans le domaine de la transformation du riz dans la région des hauts bassins pense que la compétitivité est liée à deux facteurs que sont l'innovation dans le financement et le partenariat entre PME et institutions financière.

- L'innovation dans le financement se réfère au changement de modèle et de produit de

Financement adapté aux PME dans leurs activités et adapté à la crise sécuritaire en utilisant le digital. Pour la PME 5 *« Les institutions financières au Burkina Faso, ici, ne maîtrisent pas exactement les activités des entreprises. Ils sont seulement regardants sur les normes internationales qui ne reflètent pas la réalité des PME du Burkina Faso qui sont de très petites entreprises. Moi, je pense qu'il faut que les institutions changent leur manière d'approche et leur canevas d'analyse des dossiers pour pouvoir prendre en compte les activités réelles des PME qui existent au Burkina Faso. Par exemple, nous, on est dans des activités saisonnières. On a besoin de financement lié aux activités saisonnières. Et la majorité des canevas, des montages, des financements, des institutions, c'est mensuel, c'est annuel. Et on est dans l'agriculture où même si les institutions financent les PME sans accompagner les producteurs, c'est difficile.*

Aussi, Il faut qu'on ait des réflexions pour pouvoir travailler à distance avec des PME, en utilisant par exemple le digital pour financer. »

- Le partenariat entre PME et institution de financement pour accompagner sur tous les

aspects la PME. *« L'argent, là, c'est bien mais quelle stratégie pouvons-nous mettre en place pour être partenaire des PME ? Est-ce recruter des gens pour le renforcement des capacités*

des responsables des PME ? Ou bien envoyer des gens à travailler avec eux pour pouvoir les accompagner à grandir ? Ce sont des questions fermées que je pose. C'est aux institutions financières, d'essayer de réfléchir. Comment ils peuvent être partenaires et non donner du crédit uniquement ? Parce que nous PME, voulons des partenaires à qui nous adresser tous les jours pour multiples besoins. »

Pour améliorer la compétitivité des PME, la PME 5 propose un accès à un type de financement qui tienne compte des activités spécifiques des PME, ce qui encadrera le délai de remboursement et le taux. Aussi que l'institution ne limite pas son intervention à des crédits mais à être partenaire sur les volets formation, conseil, marché.

Source : travaux terrain réalisés par l'auteur

3.2. Résultats Intra-cas

Après analyse des résultats de chaque PME, l'on peut comprendre que le système de résilience à adopter pour améliorer la compétitivité des PME repose sur trois facteurs que sont l'accès au financement adapté aux PME et à la crise sécuritaire par l'usage du digital, le renforcement des capacités techniques et managériales des PME et un partenariat pour favoriser l'écoulement du marché.

❖ De l'accès au financement

Les PME ont besoin de sources de financement adaptées pour développer leurs activités, investir dans des équipements et assurer leur fonctionnement quotidien.

Plusieurs sources de difficultés d'accès au financement traditionnel sont relevées et sont :

- le coût élevé des garanties, jugé élevé;
- les longs délais d'attente pour la mise à disposition des financements aux PME ;
- un taux d'intérêt jugé trop élevé ;
- la nécessité de prolonger les délais de remboursement des crédits;
- les frais notariaux et d'assurance élevés, qui contribuent à augmenter le taux d'intérêt.

Pour la résilience des PME face à la crise sécuritaire, les PME souhaite un financement adapté qui tienne compte du numérique, pouvant financer les projets viables et même dans les zones à risque sécuritaire.

❖ De la formation et le développement des compétences

Les entrepreneurs et leurs employés ont besoin de formation pour améliorer leurs compétences techniques et managériales. La sensibilisation à la gestion d'entreprise, au marketing et à l'utilisation des nouvelles technologies est essentielle pour maintenir et développer la compétitivité, surtout en ces temps de conflit et de fragilité. Un accompagnement dans la formalisation des entreprises, la rédaction de business plans, et la gestion financière est souvent

nécessaire. Les PME ont également besoin d'assistance pour se conformer aux réglementations et aux normes du marché.

Les institutions de financement également évoquent que le manque d'information fiables dans la comptabilité et la structuration des PME limitent leur accès au financement. Le développement de compétences est donc une pratique qui devrait favoriser les PME et les institutions financières.

❖ *Le réseautage pour l'accès aux marchés*

Les PME cherchent des opportunités pour accéder à des marchés plus vastes, tant au niveau national qu'international. Les plateformes de mise en relation et les foires commerciales sont perçues comme utiles. Les institutions financières ne devraient plus désormais se limiter au financement, mais un réseautage favorisant l'écoulement de marché de leur client.

4. Discussion

La revue de littérature fait ressortir deux pensées. Pour certains courants de pensée, la compétitivité des PME repose sur l'accès financement qui certes est très limité du fait des exigences de garantie, de délai de remboursement inadéquat par moment aux activités des PME. Pour d'autres courants de pensée, la compétitivité des PME repose sur l'innovation et le capital humain qui compose la PME.

Les résultats de notre étude montrent un système qui embrasse les deux courants de pensée à savoir l'offre de financement et l'offre non financier.

Selon (Etoundi, 2003), le capital investissement est un type de financement qui permet de réduire le problème d'agencement entre les investisseurs et les entrepreneurs et, par sa souplesse, il tient compte des besoins de l'entreprise en fonction de son stade de développement et de l'évolution du niveau du risque ; il s'accompagne notamment des innovations sur le plan managérial, financier, organisationnel. Ce type de financement nouveau se combine d'un suivi ou d'un partenariat. Anyima-Ackah (2006), comme la plupart des auteurs sur le financement des PME, ont décrit deux types fondamentaux de financement, à savoir la dette et les capitaux propres, qui ont ensuite été classés par Sowah (2003) en deux sources internes et externes. Étant donné que le financement constitue le principal obstacle au développement et à la croissance des PME, diverses sources doivent être explorées par ces PME pour gérer leur entreprise.

5. Recommandation

A l'issue de cette recherche qui s'est réalisé au Burkina Faso dans un contexte à rude épreuve sécuritaire, nous formulons une recommandation à l'endroit des institutions d'appui aux PME, et aux PME. Dans le but d'améliorer leur compétitivité et satisfaire au marché national et international, les PME désirent une institution partenaire qui ne se limite pas au financement. Elles désirent un financement accessible dans les zones difficile d'accès du fait de l'insécurité, un financement sans garantie exigible, un financement avec des délais de remboursement large. En plus, de ce type de financement, les PME attendent des institutions, un partenariat ouvrant droit au renforcement de compétence tant technique que managériale.

Pour ce faire, nous recommandons :

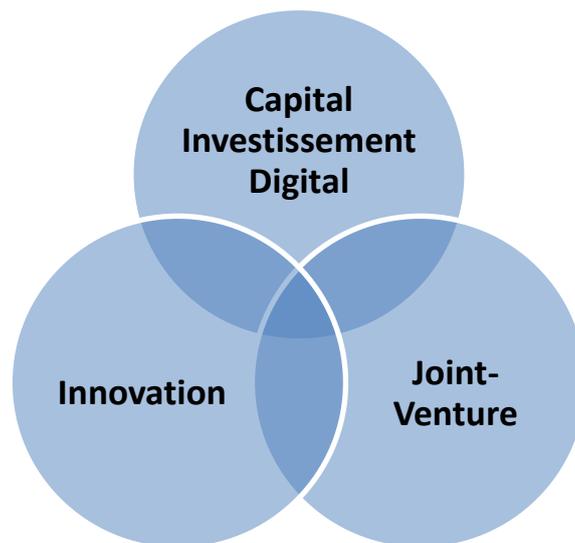
- A l'endroit des institutions, le capital investissement digital comme modèle de financement aux PME, lequel est un type de financement qui consiste à prendre des participations dans le capital des PME, cela sert de garantie et de droit de suivi des investissements, aussi le capital investissement apporte une expertise technique à la PME comme la formation et le marché. Le délai minimum pour en sortir du capital est de 05 ans. Rajouter à cela, un caractère digital pour accéder aux zones en insécurité ;
- A l'endroit des PME, l'innovation dans le sens de l'OCDE (2005), une innovation de produit, de processus, organisationnelle, et de marché.
- A l'endroit de l'institution et de la PME conjointement, la recherche d'un partenaire à l'international, dans une économie non impactée par la crise pour pénétrer de nouveaux marchés. Ce pays vivra une autre réalité économique que vit le Burkina Faso, et le fruit de ce partenariat pour l'écoulement du produit permettra le retour du capital au Burkina Faso. Le type de partenariat entrepreneurial les plus connus sont la coopération qui est un type de partenariat établi entre deux entreprises complémentaires ; l'alliance, qui est un type de partenariat entre deux entreprises concurrentes ; la joint-venture, un type de partenariat dont le seul but est la mutualisation des forces des deux entreprises pour la réalisation d'un objectif commun, pouvant être ponctuel comme renouvelé.

De ces trois formes de partenariat, notre recherche recommande la joint-venture avec des entreprises résident dans une économie non éprouvée.

En définitive, l'amélioration de la compétitivité des PME au Burkina Faso à l'aune de la crise sécuritaire, passe par le système de résilience retracé dans la figure n°2 que nous avons dénommé « CAPINNOV-VENTURE » avec :

- CAP pour capital investissement digital,
- INNOV pour les quatre formes d'innovation de la PME
- VENTURE pour le partenariat sous forme de Joint-venture.

**Figure N°2 : modèle d'accompagnement des PME pour améliorer la compétitivité :
CAPINNOV-VENTURE**



Source : Auteur

Conclusion

Les PME du Burkina Faso, sont confrontées à une crise sécuritaire depuis une décennie, entravant les opérations et causant la baisse de rentabilité pour certaines et la fermeture pour d'autres. La présente recherche a eu pour échantillon cinq PME impactées par la crise sécuritaire et les questions de recherche ont eu pour objectif de penser un système résilient pour améliorer la compétitivité des PME du Burkina Faso. Ainsi en conclusion à cette étude, le système résilient trouvé est appelé CAPINNOV-VENTURE et combine trois facteurs que sont le capital investissement digital comme premier facteur qui consiste à financer à travers des prises de participation, sans exiger de garantie aux PME, faire partenariat avec ces PME et les accompagner sur les volets formations, appui-conseil et renforcement de gouvernance. Le second facteur est l'innovation que les PME doivent appliquer sur leur produit, leur procédé, leur organisation et leur marché. Le troisième facteur est le partenariat entre les PME nationales

avec les PME d'autres économie sous forme de Joint-venture pour une mise en commun des forces et réaliser un objectif commun.

Le résultat de cette recherche à savoir CAPINNOV-VENTURE est extrapolable aux PME de l'Alliance des Etats du Sahel (AES) car l'environnement économique et sécuritaire de ces trois Etats (Burkina Faso – Mali – Niger) sont similaires. Les PME de l'AES pourraient s'unir pour un partenariat en joint-venture avec des entreprises siégeant dans d'autres pays afin d'avoir accès aux marchés étrangers qui se porteraient mieux.

BIBLIOGRAPHIE

Peschka M. (2010). "The Role of the Private Sector in Fragile and Conflict-Affected States," World Development Report 2011 Background Paper. Washington, DC.: World Bank Group.

OECD (2024). « Le financement des PME et des entrepreneurs 2024 : Tableau de bord » Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/4e1ae8fa-fr>.

INSD (2018). « Industrial and Commercial Census » https://www.insd.bf/sites/default/files/2022-01/RSN_2018_au_02082019.pdf

Assaf N. Ragoussis A. & Agrawal S. (2021). "The Private Sector in Fragile Situations," in: "Macroeconomic Policy in Fragile States," Edited by: Chami, R., Espinoza, R. and Montiel, P. Oxford University Press.

RGPH (2019). « Fifth General Population and Housing Census » . <https://www.insd.bf/fr/file-download/download/public/2071>

Chamber of Commerce and Industry (2020) « Investigation Report of Perception of the business climate in Burkina Faso First half of 2020 ».

Barajas A. Chami R. & Fullenkamp, C. (2021). "The State of Finance in Fragile States" in : Macroeconomic Policy in Fragile States. Edited by: Chami, R., Espinoza, R. and Montiel, P. Oxford University Press.

Pietro C. (2023) « Unlocking SME finance in fragile and conflict affected situations. » Let-s talk development revue

Lifshitz-Assaf H., Lebovitz S. & Zalmanson L. (2020) « Minimal and Adaptive Coordination : How Hackathons Projects Accelerate Innovation without Killing it. » Academy of Management Journal, Forthcoming.

KEGLO K. & KOTOKLO E. (2023) « Déterminants de l'innovation des PME au Togo ». Revue des Etudes Scientifiques et Académiques Contemporaines

Biekpa A. (2005) « Corporate debt policy of Small and Medium Enterprises in Ghana ». University of Stellenbosch, South Africa.

Raymond S. (2017). "R&D as a determinant of innovation in SMEs: an attempt at empirical clarification. Proceedings of the Congress of the Academy of Entrepreneurship » Sherbrooke, Canada, , 1-18.

GOWLAND D. (1991) « Financial Innovation in Theory and Practice, Surveys in Monetary Economics ». Oxford, Basil Blackwell, vol. 2

Anyima-Ackah J. (2006), "Need to build capacity of local industries to accelerate economic growth", Daily Graphic Newspaper, March 28, 2006 p.32,34

Brealey A. Myers S. & Marcus J. (2014), « Fundamentals of Corporate Finance ». 3rd edition, McGraw-Hill Companies, Inc., Boston

Demirgüç-Kunt B. (2014), « SMEs, Growth and Poverty: Do Pro-SME Policies Work? » Public Policy for the Private Sector, February 2004, Note No.268

Sowah S (2003), « Comments on “The Golden Age of Business: The Role of the Banking Sector », CEPA Research Working Paper

Lakhani K. (2017), « The Principles of Distributed Innovation. » Innovations: Technology, Governance, Globalization, 2(3): 97–112.

OCDE (2015), « New Approaches to SME and Entrepreneurship Financing: Broadening the Range of Instruments » Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264240957-en>

Rosamond, A. Gammeltoft-Hansen, T. Hamza, M. Hearn, J., Ramasar, V. & Rydstrom, H. (2022) « The case for Interdisciplinary Crisis Studies, Global Discourse », 12(3–4): 465–86. doi: 10.1332.204378920X15802967811683

Gammeltoft-Hansen T. & Tan N. (2016) « The end of the deterrence paradigm? Future direction for global refugee policy. » Journal of Migration and Human Security, 5(1): 28–56. doi: 10.1177/233150241700500103

Rydstrom, H. (2020) « Disasters, ruins, and crises: masculinity and ramifications of storms in Vietnam » Ethnos: Journal of Anthropology, 85(2): 351–70.

ETOUNDI C. (2003), « Analyse de l’impact d’un financement par capital risque sur la contrôlabilité de la PME : cas de 18 PME camerounaises », 8es journées scientifiques du réseau entrepreneuriat de l’agence Universitaire de la Francophonie.

Sharples, J. & Milham, N. (1990). « Long run competitiveness of Australian agriculture ». USDA Economic Research Services, Foreign Agricultural Economics Report 243.